



CHRISTOPHE GUILLUY : « NOUS AVONS ASSISTÉ AUX PREMIÈRES ÉLECTIONS MUNICIPALES SANS LE PEUPLE »

LE FIGARO MAGAZINE.- Beaucoup voient dans ces élections municipales la preuve d'une fragmentation politique accrue. Selon vous, au contraire, les résultats confirment-ils votre thèse d'une opposition structurelle entre Métropolia et Périphéria ?

Christophe GUILLUY.- Comme dirait Clouscard, il y a le « frivole » et le « sérieux ». Le frivole, c'est la fragmentation politique, le sérieux, c'est le schisme culturel. Le schisme politique, culturel et démocratique qui met en péril la France est désormais sous nos yeux. Ce qui anéantit la société française n'est pas la fragmentation politique qui indiffère largement la majorité de la population, mais cette guerre des mondes qui oppose désormais Métropolia et Périphéria.

Après cette élection, la distorsion de la réalité a atteint des sommets. Une illustration ? La capitale. Le Parti socialiste – celui qui aux dernières présidentielles a atteint 1,5 % de l'opinion – emporte Paris avec plus de 50 % des voix ; à l'inverse, le parti qui potentiellement est majoritaire dans le pays, atteint péniblement 1,5 % dans la capitale. Spécificité parisienne ? Non. Ce schisme est le même dans toutes les régions, c'est celui que l'on retrouve dans la plupart des démocraties occidentales.

Or, loin de se réduire, cette rupture anthropologique tend à s'accroître jusqu'à dessiner les contours de deux planètes parfaitement antinomiques. Avec, à la clé, un petit problème démocratique : Métropolia est structurellement minoritaire (un gros tiers de la population), mais concentre l'essentiel des richesses, de la création d'emploi, et aiguillonne tout le narratif culturel et désormais politique ; ce qui n'est pas anormal puisque tous les prescripteurs d'opinions y vivent. Or, un modèle n'est viable que s'il bénéficie à la majorité.

Ce schisme culturel entre la France périphérique où vivent majoritairement les classes populaires et celle de métropoles où est concentrée la bourgeoisie urbaine s'est-il accentué lors de ces municipales ?

Il ne vous a pas échappé qu'à ce second tour, seulement un tiers du corps électoral s'est déplacé... dans 1500 communes. Cela permet de relativiser la soirée de dimanche qui, bizarrement, n'a pas vraiment retenu l'attention des téléspectateurs, peu intéressés par la question de la fragmentation politique... à Métropolia.

Mais remontons le temps, une semaine plus tôt, le premier tour. L'abstention. Très importante pour des élections municipales. Évidemment, on a eu droit au concert des pleurnichards qui feignent de déplorer une abstention qu'ils organisent ! C'est un point fondamental du processus de rupture démocratique : celui de la dépossession politique. Les gens ne sont pas allés voter à cause du changement du mode de scrutin qui a fait basculer des communes dans la brume démocratique : une seule liste dans 25 000 communes, donc, autant le dire, pas d'élection. Une nouvelle fois, le pouvoir organise la dépossession politique, grandement aidé par une technocratie française et européenne qui n'a de cesse depuis des décennies de dépouiller les maires de leurs ressources fiscales, leurs prérogatives, en multipliant les normes, les schémas (résultat : la moitié d'entre eux ne se représentaient pas !). Il ne manquait plus qu'une étape finale : la dépossession politique des citoyens, cela s'appelle le changement de mode de scrutin...

Si on y ajoute le fait que l'abstention concerne prioritairement les classes populaires, à la fin, on a assisté à la première (je ne tiens pas compte des municipales Covid 2020) élection municipale sans le peuple, ce qui est un exploit pour un des scrutins historiquement le plus plébiscité !

L'analyse du résultat s'est-elle trop concentrée sur les grandes villes ?

Oui, a contrario, on a assisté à une surexposition du petit théâtre politique, médiatique et culturelle de Métropolia. La loupe « Métropolia », tenue en main par les journalistes Métropolia, les chercheurs M, les politiques M, a grossi toutes les thématiques qui intéressent la planète M : le vote des métropoles, la fragmentation politique, le bloc central, le LFisme... (je rappelle à ce titre que le macronisme comme le Lfisme sont des créations de Métropolia, le stock électoral de ces courants s'y concentre).

Fait marquant, c'est dans cette bulle métropolitaine que survit encore le clivage gauche droite. Dans ce bocal vit en effet l'essentiel des catégories supérieures qui justement croient encore à cette opposition ; un clivage gauche droite auquel ne se réfèrent plus les classes populaires. Ces dernières, qui subissent depuis des décennies un processus de dépossession et une baisse de leur standard de vie, provoqués par des gouvernants de droite et de gauche, ont des difficultés à attribuer leur situation à un camp ! Vous comprenez ainsi que, dans cette France majoritaire qui lutte pour maintenir sa place, ses emplois et ses revenus, la question des alliances entre LFI et le PS ou celle de l'union des droites ne soit pas une préoccupation majeure. C'est pourtant LE débat majeur à Métropolia et dans des partis censés représenter le peuple.

C'est ainsi que, dans le bocal M, la gauche sans le peuple affronte une droite sans peuple, une « extrême gauche » et une « extrême droite » sans le peuple... sous les yeux de prescripteurs d'opinions extatiques, et relativement peu passionnés par le destin d'une majorité ordinaire dont toutes les représentations (sociologiques, géographiques ou culturelles), représentations produites par des chercheurs M, visent à minorer l'importance de Périphéria.

Cela traduit-il une fracture entre les élites et le peuple ?

Une société cohérente, normale, est une organisation où Métropolia s'articule avec Périphéria, le tertiaire s'articule avec de puissants secteurs industriels et agricoles, où les classes supérieures et évidemment les élites sont au service des classes populaires et moyennes. On peut remonter à un temps, pas si éloigné, pour retrouver cette cohérence, à l'époque du gaullo-communisme. Une époque où l'élite économique, intellectuelle et culturelle du pays était généralement au service du bien commun, des Français.

Aujourd'hui, nous avons des élites et des classes supérieures qui ont tourné le dos à l'hinterland, à Périphéria, au peuple. Malgré un bilan économique et culturel désastreux et un mur de la dette qui arrive, leur objectif n'est que de tenir. Pour cela, ils n'ont plus qu'une arme, la guerre des représentations, minoriser la majorité, Périphéria, et accessoirement la réalité. Sauf que le monde ne va pas nous attendre et que la révolte couve dans la majorité ordinaire.

Vous pensez que nous sommes à la veille d'un réveil des classes populaires comme ce fut le cas durant la révolte des gilets jaunes ?

Aujourd'hui, le pouvoir pense que la dépossession démocratique, le poids étouffant de la technostructure va annihiler toute mobilisation contestataire. Il se trompe. La révolte souterraine, sans représentation culturelle et sans véritable représentation politique, est prête à crever la surface. Le feu souterrain est prêt à sortir, c'est une question de temps, de moment. Pourquoi ? Parce que les gens ordinaires se sont autonomisés. Les classes populaires et moyennes portent un mouvement de temps long qui s'appuie sur un diagnostic structuré et une demande qui est la même depuis des décennies.

Les 4 points cardinaux de la demande majoritaire ? L'emploi, le maintien du bien commun à travers des services publics puissants, la sécurité et la régulation

des flux migratoires. Une demande à laquelle adhère une majorité des gens ordinaires du Pas-de-Calais aux quartiers nord de Marseille. Le refus du modèle est majoritaire. Ce mouvement de contestation, qui est celui de la raison (la folie est du côté de Métropolia), fera la présidentielle. Si Métropolia a la montre, Périphéria a le temps

Les résultats à Paris, Lyon ou Marseille s'expliquent-ils avant tout par des raisons sociologiques plutôt que politiques ?

Fondamentalement sociologiques. Métropolia est la vitrine du néolibéralisme, c'est-à-dire comme l'explique magnifiquement Jean-Claude Michéa, l'alliance du libéralisme économique et du libéralisme culturel. En réalité, de la droite libérale et de la gauche libérale, qui ont besoin du progressisme pour cautionner un modèle dont ils bénéficient.

En 2017 déjà, la France mélenchoniste et la France de Versailles avaient voté Macron au second tour. Ce microcosme métropolitain s'accommode en réalité très bien de la gauche ou « extrême gauche » sans le peuple et de la droite ou « extrême droite » sans le peuple.

Pourquoi la droite échoue-t-elle à s'imposer dans ces grandes villes ?

Elle essaie, mais médiatiquement et culturellement, la droite reste associée à quelque chose de toujours moins « progressiste », même si, en réalité, elle l'est. C'est pourquoi le macronisme était parfait pour un électeur de droite : sérieux sur l'économie, et bardé de valeurs progressistes. L'impasse de la droite, c'est d'avoir cru qu'elle allait réémerger en se contentant de critiquer le wokisme ou de faire de l'antimélenchonisme... et je ne parle même pas du piège tendu par Mélenchon sur la question ethnique. Ou sur « le nouveau peuple », concept fumeux ou publicité pour Nike ou Adidas, qui ne fédère personne en milieu populaire où, quelle que soit son origine, on ne croit qu'à l'existence des vieux peuples.

Je rappelle à ce titre que Périphéria est déjà une France multiethnique et multiconfessionnelle, mais attachée à un mode de vie et opposée au communautarisme. Ces thématiques sont des épouvantails imposés par la gauche. La vraie question que la droite doit se poser, c'est pourquoi elle n'est plus attractive pour la majorité ordinaire. Son véritable chantier était de reprendre pied à Périphéria, pas à Paris.

La victoire de Ciotti à Nice ne prouve-t-elle pas qu'une alliance entre classes populaires et droite conservatrice est possible ?

Difficile d'arriver à cette conclusion dans une élection « sans le peuple ». Ce qui s'est passé à Nice relève du microcosme sudiste, avec la porosité historique des électors FN et droite dans tout le Sud. Cela ne dit rien de général.

Le vainqueur en 2027 sera-t-il tout simplement celui le plus à même de s'aligner sur la demande populaire ?

Oui. Vous savez, il n'y a que les classes supérieures, les « *idiots intelligents* » comme le dit Nicholas Taleb, qui attendent un guide, un homme providentiel qui

leur expliquera qu'on va pouvoir continuer sans rien changer. Inversement, parce qu'à 2000 euros par mois (quand ce n'est pas beaucoup moins) les gens ordinaires savent qu'à la fin des fins, ils devront prendre en charge une réalité, et reconstruire sur le champ de ruine économique et culturelle que leur auront laissé les gens intelligents qui nous ont lancés dans le mur depuis un demi-siècle. Pour cela, elles n'attendent surtout pas un guide, pas de parti providentiel mais simplement des représentants qui caleront leur politique industrielle et sociale sur l'intérêt de la majorité.

Vous remarquerez que les pays qui comptent aujourd'hui dans le monde multipolaire sont précisément ceux qui articulent Métropolia et Périphéria sans laquelle aucune société, aucune puissance n'est possible.

Selon vous, l'obsession des partis politiques pour les grandes villes est un piège. Pourquoi ?

Dès 2001, j'écrivais que si la gauche gagnait Paris, elle perdrait le peuple. C'est la malédiction de Métropolia, si un parti y est fort, il ne pèse plus rien à Périphéria. Pour la droite parisienne, gagner Paris aurait été un symbole de reconquête, alors que c'est l'équivalent d'un enterrement. Gagner une métropole, c'est n'avoir aucun destin national.

Figaro magazine 28/3/2026